

L'Humanité, 31 juillet 2018

DÉMOCRATIE

La commission d'enquête du Sénat sauve l'honneur du Parlement

Non entravée par la majorité godillote
de l'Assemblée, qui a clos ses travaux, le Sénat
poursuit son enquête sur l'affaire Benalla.

Le Sénat est devenu le lieu véritable de l'enquête parlementaire consacrée à l'affaire Benalla. Contrairement à Yaël Braun-Pivet, présidente LaREM de la commission de l'Assemblée nationale, son homologue LR au Palais du Luxembourg, Philippe Bas, ne mène pas les débats dans une salle étroite, de façon confuse et lapidaire, en cherchant à entraver la participation des parlementaires et en limitant le périmètre des auditions. La commission sénatoriale a même auditionné jeudi Alexis Kohler, secrétaire général de l'Élysée, entendu hier le chef de cabinet du ministre de l'Intérieur, Jean-Marie Girier, et doit recevoir aujourd'hui Christophe Castaner, délégué général de LaREM. Trois personnalités que les députés de la majorité se refusaient à auditionner, ce qui a conduit les élus d'opposition à suspendre jeudi leur participation à la commission de l'Assemblée, car ils ne souhaitent pas se rendre

complices d'une « parodie ».

L'affaire est « encore celle d'un grand flou »

Dans la foule, Yaël Braun-Pivet n'a même pas cherché à sauver les apparences. « Nous avons auditionné plusieurs personnalités (...) et déduit qu'il n'y a pas besoin de plus d'enquête à l'Élysée », a-t-elle laconiquement argumenté, au moment d'annoncer la clôture des travaux de sa commission, actée hier. « Heureusement qu'il y a encore le Sénat pour servir de contre-pouvoir et permettre qu'en France, il y ait un débat démocratique », a réagi le même jour Philippe Bas, qui, loin de se satisfaire d'un mois d'enquête, en prévoit déjà six. Le sénateur, à l'image des parlementaires LR, PS, PCF et FI, considère que la situation de l'affaire Benalla est « encore celle d'un grand flou ». À leurs yeux, l'enquête ne porte pas uniquement sur la présence et le comportement d'Alexandre Benalla lors de la manifestation du 1^{er} Mai, comme voudrait le faire croire la Macronie, mais sur l'ensemble des largesses dont a profité le collaborateur du président avant les faits, et après.